députés d'appuyer cette proposition en vue d'abolir l'autre endroit.

L'hon. M. Churchill: Le député me permet-il de lui poser une question, sans indiquer si je suis pour ou contre le bill? S'est-il demandé si les pouvoirs du Sénat pourraient être utilisés avec profit pour protéger les droits de la population, dans l'hypothèse où les pouvoirs grandissants de l'exécutif au Canada seraient employés au détriment des libertés civiles?

M. Knowles: Je reconnais le problème que le député de Winnipeg-Sud-Centre a soulevé, l'opposition entre l'exécutif et les élus à la Chambre des communes. Je crois que c'est ici qu'il faut trancher cette controverse entre l'exécutif et le Parlement. A mon avis, nos problèmes seront plus nombreux si, au regard des pouvoirs des membres du Parlement qui parlent au nom de la population, nous avons deux Chambres, soit l'exécutif ici et le Sénat à l'autre endroit. Je comprends le problème qu'il a soulevé, mais je crois qu'il serait futile de s'en remettre au Sénat pour le résoudre.

• (5.30 p.m.)

M. Richard Cashin (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir discuter, ce soir, de nos institutions politiques. On sait que ces derniers mois—depuis quelques années même—les institutions politiques du Canada ont été sévèrement critiquées. Mais, même si ce n'est guère flatteur pour certains de ceux qui en sont des observateurs, je dois dire que les analyses en profondeur de ces institutions ont été remarquablement plus que rares. Chose regrettable, à mon sens, car j'estime qu'à l'extérieur du Parlement on pourrait faire davantage pour former et renseigner l'opinion publique sur ce sujet très important.

Ce soir, nous discutons de l'une de nos institutions politiques en particulier, le Sénat. Il ne faudrait pas oublier, cependant, que ces institutions nous sont venues d'Angleterre il y a un siècle. Les idéaux de la démocratie parlementaire, tels qu'ils existent en Angleterre et qu'ils se sont développés ici, sont certes fort louables. Mais, à mes yeux, ce n'est aucunement manquer de patriotisme que de dire que les Canadiens devraient peut-être se poser de graves questions sur le rôle de nos institutions parlementaires. Tout compte fait, elles ont été conçues dans un État unitaire, puis adoptées par un État fédéral dont les régions sont fort différentes

les unes des autres et qui, autre complication, est bilingue. L'une des principales faiblesses de nos institutions politiques est peut-être qu'elles ne permettent pas de donner une image assez détaillée et fidèle de la diversité régionale de notre pays.

Donc, monsieur l'Orateur, lorsque nous parlons de la réforme ou de l'abolition d'un élément de nos institutions politiques, la question la plus grave et la plus pressante qui se pose est, en réalité, l'analyse approfondie de ces institutions. Je trouve difficile, pour deux raisons, de partager l'opinion du député qui a présenté le projet de loi. L'une, c'est que si nous acquiesçons à sa demande d'aujourd'hui, nous n'accomplirons pas grand-chose au regard de ce qu'il faudrait faire avant de réformer l'ensemble de nos institutions parlementaires.

Même si cette question déplaît au député, même si elle offense ses principes démocratiques, j'estime qu'elle est plutôt abstraite. Je reconnais l'importance de sa thèse, néanmoins, et j'estime que pour des raisons d'ordre pratique, si nous lui laissons son aversion un peu plus longtemps, lui qui connaît à fond le Règlement de la Chambre, qui aime tant le Parlement et qui, peut-être, se préoccupe de cette question, pourrait bien être utile à tous les députés des deux côtés de la Chambre qui souhaitent une réforme plus approfondie de nos institutions parlementaires. Voilà l'une des raisons pour lesquelles il m'est difficile d'appuyer le projet de loi à l'étude.

Je traiterai de cette question un peu plus tard, mais je signale qu'un trait du bill à l'étude m'empêche de l'appuyer. Toutefois, monsieur l'Orateur, je reviendrai à ce sujet dans un instant, car c'est une question fort importante qui n'a pas encore été abordée, je pense. Je pourrais peut-être le mentionner maintenant. L'un des arguments qu'on a fait valoir—et j'ai lu le débat sur cette question qui a eu lieu il y a deux ans, le 6 avril—a trait aux garanties constitutionnelles données aux provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Île du Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse, quant au nombre de représentants auxquels elles auraient droit à la Chambre des communes. Pour la gouverne des députés qui ne sont pas au courant, je dirais qu'à mon avis, cette condition n'est plus pratique, parce que de sérieuses anomalies sont susceptibles de se présenter au Parlement des provinces de la Saskatchewan, du Manitoba et surtout de de surgir, surtout pour ce qui est de la Représentation Terre-Neuve.